

**Italie - Effondrement d'un viaduc à
Gênes - Migration - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec "France Info"**
(Paris, 18 août 2018)

Q - L'Italie en deuil après l'effondrement d'un viaduc à Gênes il y a quatre jours. 38 morts, 15 blessés, il reste encore 5 disparus; des funérailles solennelles sont organisées tout à l'heure au Centre des expositions de la ville. Les plus hautes autorités de l'Etat italien sont attendues à Gênes; la France sera représentée par la ministre en charge des affaires européennes, Nathalie Loiseau. Elle est au téléphone avec nous, bonjour.

R - Bonjour.

Q - Merci de prendre quelques minutes pour répondre aux questions de France Info avant de vous rendre à Gênes. D'abord tout simplement, le message que vous venez porter, c'est un message de solidarité entre nos deux peuples tout simplement ? Je rappelle que la France est aussi meurtrie - quatre victimes françaises dans cette tragédie.

R - Très exactement, oui, puisque nous sommes des voisins, des amis de l'Italie. L'Italie vit une tragédie avec l'effondrement de ce viaduc et de surcroît, parmi les victimes de cette catastrophe, il y a quatre victimes françaises. Il était donc normal que nous nous tenions aux côtés du peuple italien, aux côtés des autorités italiennes ce matin à l'occasion de cet hommage national.

Q - Est-ce que cette solidarité a pris une forme concrète ? Est-ce que la France apporte une aide aux recherches, à la reconstruction, une aide pécuniaire peut-être ?

R - Nous avons proposé à l'Italie une aide notamment par l'envoi de secouristes, de matériels spécialisés ; l'Italie n'en a pas eu besoin. Vous avez vu que les secours ont agi dans des conditions très difficiles mais ils ont agi de manière efficace. Mais l'Italie sait que cette aide est proposée et si par la suite, il y a un besoin spécifique, nous serons évidemment très attentifs à y répondre.

Q - Les recherches qui se poursuivent pour tenter de retrouver encore cinq personnes; il y a 350 pompiers qui sont toujours mobilisés en ce moment à Gênes. Le ministre italien de l'intérieur, Matteo Salvini, pointe du doigt l'Union européenne ; il dit vouloir remettre en cause d'éventuelles contraintes européennes qui empêcheraient l'Italie de dépenser de l'argent pour sécuriser les autoroutes. Est-ce qu'il existe de telles contraintes ou est-ce que cette attaque de Bruxelles est fantaisiste de sa part, selon vous ?

R - Ecoutez, là je crois que l'heure n'est pas aux polémiques ; l'heure est au respect du deuil et de la souffrance des familles qui ont perdu des proches. L'Union européenne n'a jamais imposé des priorités contre d'autres aux Etats membres et à l'inverse de ce qu'on a pu entendre, l'Union européenne a soutenu des projets d'infrastructures un peu partout en Europe, en Italie comme en France, comme ailleurs. Donc je pense que c'était un mouvement d'humeur. C'était aussi j'allais dire... un réflexe politique d'un leader politique qui n'est pas très favorable à l'Union européenne. Entretemps, la Commission a répondu et je n'ai pas entendu M. Salvini continuer sur ces thèmes-là.

Q - Matteo Salvini qui est, je le rappelle, le patron de la Ligue, un parti d'extrême droite. Et vous le disiez, la Commission européenne a répondu en rappelant qu'un plan de modernisation des autoroutes italiennes a été approuvé en avril avec une enveloppe de 8 milliards et demi d'euros. Un audit a été effectué l'an dernier à Gênes et il alertait sur l'état de cette autoroute. En France également, un audit a été diligenté par le gouvernement et le bilan, c'est que 7% des ponts présentent un risque d'effondrement à terme. Est-ce que c'est inquiétant selon vous ?

R - C'était très important que cet audit soit fait et nous en avons le résultat dont vous venez de rappeler le chiffre le plus marquant. Risque d'effondrement à terme, cela veut dire que ces ponts-là vont être particulièrement surveillés, que si le risque devient plus réel, plus avéré, ces ponts seront fermés. Surtout, cela veut dire que le gouvernement va présenter un plan de travaux et de rénovation des infrastructures. Pendant des années, on a construit des infrastructures nouvelles, c'est bien, mais on ne s'est peut-être pas assez préoccupé de l'entretien des infrastructures existantes et c'est tout le travail que mène Elisabeth Borne : faire en sorte que l'ensemble des infrastructures routières et ferroviaires françaises soient au niveau de nos attentes et au niveau de sécurité dont nous avons besoin.

Q - Vous avez peut-être entendu les critiques d'un ancien secrétaire d'Etat aux transports, Dominique Bussereau, puisque le budget alloué à la restauration des ponts, c'est 700 millions d'euros l'an dernier - je crois que vous avez augmenté ce budget de 100 millions pour cette année - lui, il estime qu'il faudrait plutôt 1,3 milliard. Est-ce que vous êtes d'accord avec le fait peut-être que ce budget est sous-dimensionné ?

R - Ecoutez, l'opposition, la même qui voulait diminuer davantage les dépenses publiques, trouve toujours le moyen, quel que soit le sujet, de dire qu'il faudrait faire plus de dépenses. Pour autant, maintenant que l'audit est sorti, des projets de rénovation de nos infrastructures vont être présentés et naturellement, les moyens nécessaires seront alloués, en particulier sur les cas les plus urgents.

Q - C'est bien 800 millions d'euros donc qui sont alloués pour la rénovation de ces ponts, vous le confirmez ?

R - Cela je vous conseille plutôt de le demander à Elisabeth Borne.

Q - Oui, votre collègue des transports évidemment. Pour financer ce genre de mesures, est-ce

qu'on pourrait imaginer un retour de l'écotaxe parce que ce genre de projet était censé financer l'amélioration du réseau routier français ?

R - Ecoutez, là aussi des décisions seront prises, en particulier l'année prochaine, sur l'ensemble des infrastructures routières, ferroviaires et la manière dont nous allons pouvoir les moderniser. Ce n'est pas le moment de faire des annonces. Je reviens à la question que vous posiez plus tôt : l'Union européenne finance un certain nombre de projets...

Q - Y compris en France vous disiez.

R - Y compris en France et des grands projets internationaux type Lyon - Turin font l'objet d'un financement européen significatif. Le plan Juncker, qui est un plan d'encouragement aux investissements, est là aussi pour appuyer ce type de projets sur les infrastructures et donc nous verrons comment nous financerons l'ensemble des besoins que connaît le réseau français. Mais il est vrai que l'approche qui est la nôtre aujourd'hui, c'est de regarder avec beaucoup de lucidité l'état du réseau existant et ce qui doit être fait pour le moderniser à la fois sur le ferroviaire et sur le routier.

Q - Vous allez prendre, Nathalie Loiseau, la direction donc de Gênes. Est-ce qu'en marge des funérailles nationales, vous allez rencontrer vos homologues italiens ?

R - Je les rencontre régulièrement, notamment à Bruxelles. La priorité, cela va d'abord être l'hommage aux victimes, le cas échéant et si elles le souhaitent, rencontrer les familles des victimes françaises qui seront présentes à la cérémonie mais naturellement, ce sera aussi l'occasion de parler avec mes interlocuteurs italiens.

Q - Et le dialogue n'est pas trop difficile pour une ministre en charge des affaires européennes avec un gouvernement aussi eurosceptique que le gouvernement italien ?

R - Il y a des sujets de désaccords, on le sait, en particulier s'agissant de l'accueil des bateaux qui amènent des migrants et des réfugiés sur le sol européen, nous regrettons que l'Italie ait décidé de fermer ses ports aux bateaux des ONG ; il y a des sujets difficiles mais il y a d'autres sujets sur lesquels nous travaillons bien. Au dernier Conseil européen, notamment, nous avons beaucoup discuté entre la France et l'Italie sur l'ensemble des conclusions du Conseil et nous avons mis en avant la nécessité de solutions européennes et de solutions de coopération sur les grands enjeux de l'immigration. Nous allons continuer à travailler. L'Italie reste un partenaire extrêmement important au sein de l'Union européenne. Nous avons besoin de dialoguer, de nous comprendre et surtout d'avancer.

Q - Merci à vous, Nathalie Loiseau, ministre en charge des affaires européennes, d'avoir pris quelques minutes pour venir discuter avec nous sur France Info et je rappelle que vous allez donc représenter la France à ces funérailles nationales à Gênes après l'effondrement de ce viaduc - 38 morts dont 4 Français./.